

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 432 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire:
5FF, 30FB, 3FS, 3000LI, 50p
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire:
25FF, 140FB, 10FS, 5000LI

- Il comunista -
Journal bimestriel en Italien
Un expl: 10FF, 40FB, 5FS, 2000LI
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 432
Juillet-Août-Sept. 1995
32^e année

DANS CE NUMERO

-Comment la bourgeoisie internationale utilise le prétexte de la «lutte pour l'emploi» pour mener la lutte contre le prolétariat

-Il y a 25 ans mourait Amadeo Bordiga

-Pavillons de complaisance et seconds registres: la dure réalité de l'exploitation capitaliste dans la marine marchande (1)

-Nouvelles des luttes ouvrières: Bangladesh, Ghana, Bolivie

-Moulinex: Quelques leçons d'une grève

Reprise des essais nucléaires par l'impérialisme français

Une des premières décisions du nouveau gouvernement a été la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique, ce qui a mis fin au «moratoire» sur ces essais décidé par Mitterrand. L'explication du gouvernement est que ces essais, préconisés par les «experts» pour maintenir la crédibilité de la dissuasion nucléaire française seront limités à un petit nombre et qu'ensuite la France signera le traité les interdisant. Cette reprise annoncée des essais a provoqué comme prévu de nombreuses réactions hostiles. Si les dirigeants actuels de l'impérialisme français ont accepté l'inconvénient de susciter la colère des Etats de la région et la réprobation de beaucoup d'autres, ce n'est certainement pas à la suite d'une lubie de Chirac voulant montrer au monde entier qu'il était devenu le patron.

La «modernisation» de la force nucléaire de la France - qui à la différence des Etats Unis ou de la Russie n'a pas la capacité de réaliser des simulations sur ordinateur, et à la différence de la Grande Bretagne ne veut pas se lier au bon vouloir des américains - fait partie d'une évolution d'ensemble des «doctrines» stratégiques des grands impérialismes. Les armements nucléaires dits «stratégiques» (c'est-à-dire capables de réduire en cendres l'ennemi) sont inévitablement réduits à la portion congrue au profit d'armements nucléaires dits «tactiques» (c'est-à-dire de puissance et de portée beaucoup plus faibles). Le premier type d'armements avait pour but, non d'empêcher la guerre - les pays dotés de la bombe ont été impliqués dans d'innombrables guerres depuis cinquante ans - mais de dissuader une guerre majeure entre ces pays, car celle-ci aurait été synonyme de destruction totale des belligérants, chacun pouvant

(Suite en page 4)

Contre les recettes anti-ouvrières du nouveau gouvernement RETOUR A LA LUTTE DE CLASSE

Le gouvernement a présenté avec une emphase toute particulière le plan Juppé pour l'emploi, censé concrétiser la priorité donnée à la «guerre contre le chômage». Les porte-paroles gouvernementaux et les journalistes se sont attachés à faire ressortir les côtés sociaux du plan: hausse du SMIC de 4,5%, alors que la hausse normale prévue par la loi aurait été de 1,8%, hausse de retraites, tandis que pour une fois les capitalistes étaient mis à contribution par la hausse de l'impôt sur les sociétés. Et de nombreux patrons, habitués depuis des années à plus de largesse, y compris de la part des gouvernements dits «de gauche» ont exprimé leur mauvaise humeur. Le président du CNPF Jean Gandois a déclaré que cette hausse allait susciter «beaucoup de grogne» chez les patrons, tandis que d'autres s'inquiètent du risque que la hausse du SMIC entraîne des revendications salariales: pour le PDG de «La Redoute» la détermination des grévistes de son en-

treprise serait même due aux discours irresponsables des politiciens et du gouvernement sur la hausse des salaires! Cette grogne des patrons leur permettra d'obtenir demain de nouveaux avantages; mais dans l'immédiat elle conforte l'image sociale que veut se donner pour l'instant le gouvernement (et que le PCF lui-même ne rechigne pas à accrédi-ter). Un petit examen de ce plan suffit pourtant à en montrer la fausseté.

Le fameux «coup de pouce» du SMIC se révèle très largement fictif dès qu'on l'examine de près: pour un smicard cette hausse s'élèverait à 200 F par mois; or si l'on défalque les hausses des prix qui se sont produites depuis la dernière augmentation du SMIC et les hausses qui seront provoquées par l'augmentation de la TVA ainsi que la suppression de l'abattement sur la CSG, on arrive à plus de 148 F de charges supplémentaires: la hausse du SMIC se traduira par une augmentation de 52 F

par mois du pouvoir d'achat du smicard, soit 1% environ (1): le coup de pouce est plutôt faiblard...

Parallèlement aux mesures censées être en faveur des travailleurs, le plan Juppé prévoit une forte réduction des charges patronales dans le cadre du *Contrat Initiative Emploi* et pour les salariés touchant jusqu'à 1,2 fois le SMIC. Pour les travailleurs embauchés dans le cadre du C.I.P. (chômeurs de longue durée: plus d'un an de chômage), les patrons bénéficieront pendant deux ans d'une prime de 2000 F par mois et d'une exonération des charges de sécurité sociale: cela équivaut selon le gouvernement à une baisse de 40% du «coût du travail», c'est-à-dire de l'ensemble salaire + «salaire indirect» (charges sociales). On voit donc que cette réduction n'est pas marginale et que la balance n'est pas égale entre patrons et ouvriers!

(Suite en page 2)

Les rivalités impérialistes attisent les affrontements en Bosnie

Après une accalmie de quelques mois les combats ont repris à la fin du printemps avec leur cortège d'horreurs: massacres de prisonniers, bombardements de civils - en dépit de la présence des «casques bleus» censés être là pour assurer le maintien de la paix. Ces casques bleus ont même été faits prisonniers par centaines par les serbes, provoquant cette fameuse crise dite «des otages» pour mieux susciter l'indignation de l'opinion publique: il n'y a pas à s'étonner que les soldats serbes faits prisonniers par les français lors de la reconquête d'un pont à Sarajevo n'aient, eux, jamais été qualifiés d'otages par les médias: cela fait partie des trucs classiques de la manipulation de

l'opinion dans laquelle excellent les moyens de propagande bourgeois - nous voulons parler de la presse, des télévisions et des radios libres et démocratiques de nos grands pays. A la suite de ce battage soigneusement entretenu, il a été décidé la création d'une «Force de Réaction rapide» dont le but affirmé est de protéger en cas de besoin les casques bleus. A la différence de ceux-ci les soldats de cette nouvelle force sont dotés d'un armement lourd, revêtu de camouflage et ont pour mission d'engager s'il le faut le combat. De plus ils ne dépendent plus d'un commandement onusien, mais sont sous les ordres directs des forces armées de leur propre pays.

Cet engagement militaire supplémentaire et direct - essentiellement de la France et de la Grande-Bretagne, les deux pays qui avaient déjà le plus de soldats sur place - marque un pas supplémentaire dans les affrontements de l'ex-Yougoslavie. La tentative de geler le conflit en l'état, tentative dont ces deux pays étaient les plus ardents promoteurs, est en train d'échouer. Il y a déjà plusieurs mois que les Etats-Unis ont ouvertement annoncé qu'ils ne participeraient plus au contrôle de l'embargo sur les armes à destination de l'ex-Yougoslavie. Bien qu'ils aient continué officiellement à fournir à leurs alliés européens les moyens logistiques et techniques de maintenir cet embargo et à affirmer qu'ils respecteraient celui-ci, leur aide au réarmement de la Bosnie et de la Croatie est un secret de

polichinelle: les forces de l'ONU ont à un moment publiquement fait état du passage d'avions dans la zone dite d'«exclusion aérienne» contrôlée par l'OTAN (sous commandement américain), ce que celle-ci niait absolument. Cependant des journalistes ont pu être les témoins d'atterrissage d'avions de transport militaire non immatriculés, mais «de modèle américain» sur des aéroports croates: l'impérialisme américain a entendu nos «révolutionnaires» qui défilent ou qui pétitionnent sous le mot d'ordre «des armes pour la Bosnie!»...

Les américains ont poussé à la constitution d'une fédération croato-bosniaque dont la seule réalité tangible est jusqu'ici une alliance militaire entre le pouvoir de Sarajevo et la Croatie, ou plus précisément entre les forces des

croates de Bosnie (intégrés en fait dans une «grande Croatie») et les forces loyales à Sarajevo. Des conseillers militaires américains supervisent ouvertement «l'intégration effective des commandements bosniaques et croato-bosniaques», mais ils assurent que contrairement à la rumeur, ils ne les conseillent pas dans leur stratégie militaire ni leur offensive en cours. Ce genre de démenti équivaut à un aveu. Quoi qu'il en soit, la reprise de la guerre ce printemps s'est conclue par de nombreuses victoires des croates dans la région de la Krajina que les serbes avaient érigé en région autonome. L'offensive des forces de Sarajevo au mois de juin se solde pour l'instant par des succès militaires sur les différents fronts en dépit de

(Suite en page 5)

Contre les recettes anti-ouvrières du nouveau gouvernement

RETOUR A LA LUTTE DE CLASSE

(Suite de la page 1)

Pour financer les dépenses de l'Etat correspondant à ces exonérations patronales, l'augmentation de l'impôt sur les sociétés ne suffit pas; l'essentiel sera fourni par l'augmentation de la TVA (de 18,6 à 20,6% ce qui la porte à un niveau record en Europe). Alors que les impôts directs sont proportionnels au revenu, la TVA est un impôt indirect qui ponce davantage le budget des ménages les plus pauvres: c'est dire que ce seront en grande partie ces derniers qui paieront les subventions aux entreprises embauchant des chômeurs ou employant des smicards. De toutes les façons les prolétaires paieront: c'est sans doute pour cette raison que les commentateurs ont parlé de «mesures équilibrées»!

La diminution des charges salariales est une revendication que les patrons réclament avec une insistance croissante dans tous les pays: c'est en effet la façon la plus indolore, donc la plus facile pour eux de diminuer le salaire. Le gouvernement laisse entendre que cette diminution des charges sociales n'est qu'un début (2).

Mais les bourgeois qui, à la différence des chefs d'entreprise, ont la charge de gérer et de défendre la bonne marche du système capitaliste dans son ensemble sont tout à fait conscients que la préservation des amortisseurs sociaux alimentés par ce même salaire indirect est un élément essentiel de la prolongation de la paix sociale. Ce n'est donc qu'avec la plus grande prudence qu'ils envisageront de mettre en pratique les tirades ultra-libérales des politiciens. De plus le recours à des déficits budgétaires - truc classique de tout gouvernement qui consiste à dépenser plus que ce qu'il encaisse - devient de plus en plus difficile, car ce déficit a déjà fortement augmenté; il doit impérativement être réduit au plus vite pour respecter les critères de convergence définis par le traité de Maastricht pour passer à la monnaie unique. Et il apparaît là une des contraintes fondamentales des gouvernements français successifs; depuis les difficultés économico-financières de 1983, consécutives à la tentative de relance économique de 1981-82 à contre-temps du cycle économique mondial, les bourgeois français sont restés fidèles à la politique dite du «franc fort». L'autre voie possible, celle d'une expansion économique amorcée par des fortes dévaluations (à l'exemple de l'Italie ou de la Grande-Bretagne aujourd'hui), équivalait pratiquement à une déclaration de guerre économique avec l'Allemagne, premier partenaire économique de la France, et aurait signifié la rupture de l'axe franco-allemand qui est la clé de voûte de l'organisation européenne actuelle.

Par la suite le décrochage du franc par rapport au marc aurait eu comme conséquence que la France renonçait à rester au niveau de l'Allemagne, dans le «premier cercle» des nations européennes économiquement les plus solides. L'Allemagne avec sa «zone marc» serait devenue de fait la seule grande puissance européenne autour de laquelle les autres pays auraient dû, qu'ils le veuillent ou non, se satelliser. C'est donc toute la stratégie de la bourgeoisie française, consistant à éviter son irrémédiable déclin et à se maintenir sur un pied d'égalité avec l'Allemagne en solidifiant le fragile rapport de forces présent grâce à la construction européenne, qui serait

menacé par la renonciation à la coûteuse politique du franc fort. Le maintien de la parité du franc est donc un objectif politique très important pour les cercles dirigeants de la bourgeoisie française. Mais comme la puissance économique de la France est nettement inférieure à celle de l'Allemagne et que cet écart est destiné à s'accroître, le maintien de la parité du franc ne peut être obtenu que de façon artificielle, par des taux d'intérêt sensiblement plus élevés que ceux allemands. Les taux d'intérêt définissent le prix de l'argent (plus ils sont élevés et plus il est avantageux de placer ses capitaux en francs et donc plus le franc devient une monnaie recherchée, à condition qu'il n'y ait pas trop de doutes sur la santé économique de la France) et ils déterminent donc le prix du crédit (plus les taux d'intérêt sont élevés et plus il est coûteux de faire des emprunts). Les taux d'intérêt élevés brident en permanence l'économie française et pénalisent de nombreux secteurs: en conséquence la croissance économique est ralentie, le nombre de faillites est plus élevé, la course à la productivité du travail et la substitution du travail mort (machines et équipements) au travail vivant (travailleurs salariés), est plus âpre qu'ailleurs. C'est ce qui explique que, toutes choses égales par ailleurs, le taux de chômage est sensiblement plus élevé et les salaires sensiblement plus bas en France qu'en Allemagne et dans les pays voisins de niveau équivalent: ce chômage supplémentaire et cette différence de salaires sont en quelque sorte le prix supplémentaire que la bourgeoisie fait payer à la classe ouvrière pour conserver en Europe un rang impérialiste qui ne correspond plus à sa force économique réelle.

* * * *

Le plan Juppé ne peut déboucher sur une disparition du chômage (personne n'y songe) ni sur une forte réduction de celui-ci, car c'est le capitalisme qui crée le chômage dès lors qu'il n'est plus dans une de ses rares périodes d'expansion économique générale, mais qu'il est englué dans une surproduction globale, d'autant plus profonde que l'expansion avait été plus soutenue, et dont il ne pourra sortir que par les destructions massives de crises catastrophiques et de guerres. Mais ce plan ne peut même pas s'attaquer aux causes particulières qui aggravent encore le chômage: la défense de la «grandeur» impérialiste de la France. Et d'ailleurs le gouvernement est tellement peu convaincu des résultats probables de son plan mirifique qu'il s'est bien gardé d'annoncer le moindre objectif précis de réduction du nombre des chômeurs!

Au plan de la politique intérieure son véritable objectif est de tenter de désamorcer le mécontentement croissant des travailleurs qui s'exprime dans la reprise depuis plusieurs mois des grèves, en donnant une image sociale au nouveau gouvernement - pourtant constitué par le même personnel politique que le gouvernement Balladur - par des mesures dont nous avons vu le caractère de trompe-l'oeil.

Au plan économique il s'agit comme toujours, derrière la justification classique de développement de l'emploi, de s'attaquer aux salaires, même si c'est de la manière détournée de la diminution des charges. Plutôt que d'embaucher un travailleur régulier de façon normale, les patrons passeront

par le C.I.P., tandis que les primes les inciteront encore davantage à ne pas payer leurs travailleurs plus que le minimum légal (c'est ce que les économistes appellent «l'effet d'aubaine»); et s'ils n'ont pas besoin d'un travailleur supplémentaire, ils n'embaucheront évidemment personne. En définitive, il n'y aura pas de chômeurs en moins, mais simplement des travailleurs moins payés...

RETOUR A LA LUTTE DE CLASSE!

Quelle solution alors?

Il n'y a pas de solution réformiste; il n'existe pas d'«autre politique» qui permettrait de créer des emplois comme le prétendent les innombrables variétés de réformistes. Tout ce que les travailleurs peuvent obtenir des capitalistes sera ce qu'ils imposent par la lutte, sans se soucier de savoir si c'est compatible avec les lois de l'économie bourgeoise. Plus tôt les travailleurs réaliseront l'impasse des perspectives réformistes, plus tôt ils se décideront à en entrer en lutte pour leurs intérêts que personne d'autre qu'eux-mêmes ne pourra jamais défendre.

Par où commencer? Par la lutte pour des objectifs même minimes, mais avec des méthodes et des moyens de classe, c'est-à-dire indépendants des intérêts de l'entreprise et opposés à la pratique de la collaboration des classes, en organisant la lutte en fonction des seuls intérêts de la défense des objectifs communs et de classe des travailleurs. C'est sur ce terrain que se crée la solidarité classiste, la prise de conscience de la communauté d'intérêts entre prolétaires et donc la capacité d'organisation et de défense de la lutte. Mais sur

cette voie les prolétaires ne se trouvent pas seulement face au patron; ils se heurtent aussi inévitablement au collaborationnisme réformiste. C'est pourquoi l'unité de la lutte et la solidarité classiste sont importantes et il faut qu'elles se traduisent dans la participation directe des prolétaires non seulement à la lutte mais aussi à la direction de la lutte et à sa défense. C'est de cette façon que les prolétaires apprennent concrètement dans le feu de la lutte à reconnaître quels sont leurs amis et quels sont leurs ennemis; c'est de cette façon qu'ils apprennent à ne pas rester isolés dans le cadre de leur entreprise, mais à chercher au contraire le lien avec les autres prolétaires.

Si la classe ouvrière ne fait pas ce saut qualitatif, si elle ne réalise pas cette rupture avec la pratique et l'orientation du collaborationnisme, elle n'aura aucune possibilité de lutte indépendante, aucune possibilité de reconstruire ses organisations classistes. Sans cette lutte à caractère immédiat pour les revendications élémentaires, mais de classe, le prolétariat ne pourra jamais se mettre en condition de faire le saut qualitatif suivant, celui qui la mettra sur le terrain politique et révolutionnaire, celui qui lui permettra de combattre avec toute sa formidable puissance pour abattre la bourgeoisie, son Etat et tout son système économique et social.

(1) D'après les calculs du Syndicat Unifié des Impôts («Le Canard Enchaîné», 28/6/95)

(2) Voir l'interview du ministre du Travail à «La Tribune Desfossés», 26/6/95.

Comment la bourgeoisie internationale utilise le prétexte de la «lutte pour l'emploi» pour mener la lutte contre le prolétariat

L'OCDE vient de publier une étude qui entend faire le bilan de l'action «en faveur de l'emploi» dans divers pays et en tirer des conseils pour la politique des gouvernements qui adhèrent à cette organisation (1). L'OCDE constate d'abord que le chômage est à un niveau sans précédent (34 millions de chômeurs dans les pays de la zone) et qu'il devrait rester élevé malgré la reprise économique en cours, ce qui est aussi sans précédent. L'organisation a déjà défini un certain nombre de «recommandations» (en fait il est plus exact de dire que comme à l'habitude elle a recueilli et synthétisé les orientations et les tendances dominantes qui se font jour dans les grands Etats bourgeois), et elle examine dans quelle mesure les gouvernements ont suivi ces conseils.

Ces recommandations sont au nombre de 9. Il est instructif de les passer en revue car ils constituent une sorte de programme de combat de la bourgeoisie internationale contre le prolétariat des pays capitalistes avancés:

1. *Elaborer une politique macro-économique qui favorise la croissance et (...) la rende durable, c'est-à-dire non inflationniste.* Autrement dit un vœu pieux (la croissance) assorti de l'avertissement de ne pas céder à l'inflation comme dans les années 70: gare à la relance «keynesienne», basée sur des déficits budgétaires.

2. *Améliorer le cadre dans lequel s'inscrivent la création et la diffusion technologique.* Autre poncif bourgeois selon lequel le progrès technique créerait la croissance alors que la création et diffusion technologique sont activées par la course à la productivité et débouchent sur des licenciements (il y a besoin de moins de travailleurs pour produire autant ou davantage).

3. *Accroître la flexibilité du temps de travail (...) dans le cadre de contrats*

conclus de gré à gré entre travailleurs et employeurs. A la trappe l'horaire légal du temps de travail!

4. *Créer un climat favorable à l'entreprise en éliminant les obstacles et les entraves à la création et au développement des entreprises.* Quels sont les obstacles à éliminer? Toutes les réglementations et pratiques qui dans les faits entravaient l'exploitation sans frein des travailleurs, et qui étaient soit des conquêtes historiques des luttes ouvrières, soit des concessions de la bourgeoisie à l'époque de l'expansion économique pour prévenir la lutte prolétarienne, ainsi qu'en témoigne ce catalogue de recommandations.

5. *Accroître la flexibilité des coûts salariaux et de main d'oeuvre en supprimant les contraintes qui empêchent le salaire de refléter les conditions locales et le niveau de qualification de chacun, en particulier des jeunes travailleurs.* Ce qui est visé implicitement ici c'est l'existence d'un salaire minimum, intolérable «rigidité» pour les bourgeois de l'OCDE.

Comment la bourgeoisie ...

6. Revoir les dispositions relatives à la sécurité de l'emploi qui pèsent sur son expansion dans le secteur privé. En s'appuyant sur le chantage à l'emploi, il faut supprimer tous les obstacles aux licenciements!

7. Mettre davantage l'accent sur les politiques actives du marché du travail (...). L'étude explique plus loin ce que cela signifie: «Mieux vaut aider les chômeurs à devenir compétitifs sur le marché du travail plutôt que (...) de leur assurer une garantie des revenus». Accroître la «compétitivité» cela signifie accroître la concurrence parmi les travailleurs de façon à ce que chacun cherche à être le plus profitable au patron, le plus soumis aux exigences du capital. Il est sûr que c'est plus intéressant pour les bourgeois que de verser des indemnités substantielles aux chômeurs.

8. Améliorer les qualifications et les compétences de la main d'œuvre en modifiant profondément les systèmes d'enseignement et de formation. L'étude estime que le taux de chômage élevé des jeunes serait au moins en partie dû à l'échec scolaire et à l'inadaptation de l'enseignement bien que l'échec scolaire n'est pas plus important maintenant qu'autrefois. Cette proposition a probablement pour but de redonner quelque lustre aux vieilles illusions sur l'Education. Par ailleurs l'OCDE esti-

me qu'il faut développer la pratique de l'apprentissage, remise à l'honneur en France par Edith Cresson.

9. Revoir les systèmes d'indemnisation du chômage et des prestations connexes (...) de sorte que les objectifs fondamentaux d'équité soient remplis sans porter atteinte au bon fonctionnement du marché du travail. Les objectifs d'équité (mot qui a remplacé dans le jargon des économistes bourgeois les mots «égalité» ou «justice» trop attentatoires au marché du travail) sont une belle chose, mais le marché où l'on va acheter ses travailleurs en est une autre: si les indemnités de chômage sont trop fortes, personne n'acceptera de travailler pour une bouchée de pain.

* * * *

Mis à part quelques uns des points qui relèvent du vœu pieux, ces différentes «recommandations» dessinent le contour d'une offensive de grande ampleur en cours contre la classe ouvrière dans la plupart des pays développés. Cette offensive se précise encore par d'autres conseils aux milieux dirigeants de la bourgeoisie internationale; par exemple, «pour ce qui est des systèmes de retraite et des soins de santé, on pourrait envisager: - D'augmenter les taux d'activité en évitant toute mesure qui décourage le travail à temps partiel et favorise la retraite anticipée. - D'allonger la durée de vie profession-

nelle en reculant l'âge de la retraite (...) - De diminuer la générosité des pensions et/ou d'augmenter les cotisations (...). - D'accélérer la mise en oeuvre des réformes des systèmes de santé [pour] réduire la demande de services médicaux inutiles et de peu de valeur et l'adoption de mesures (...) qui permettent d'améliorer la santé de la population moyennant un plus faible coût global».

Il n'est pas nécessaire de relever les exemples, pourtant significatifs, que donne la brochure de l'OCDE sur la façon dont se mène cette offensive dans les différents pays. Ce qu'il faut retenir, c'est qu'il s'agit bien d'un phénomène d'ensemble et que la bourgeoisie, par l'intermédiaire d'organismes comme l'OCDE ou par d'autres moyens, se concertent et étudie au niveau international les méthodes et les moyens à utiliser pour arriver à ses fins.

A cette attaque internationale de la bourgeoisie, la classe ouvrière est aujourd'hui bien incapable d'opposer une action défensive de même ampleur et qui se fixerait la lutte pour la défense des objectifs strictement opposés à ceux bourgeois:

- Contre toute flexibilité des conditions de vie et de travail des prolétaires, pour des indemnités de chômage et des retraites égales au salaire, pour des augmentations substantielles des salaires et plus fortes pour les bas salaires,

pour une forte réduction du temps de travail sans réduction du salaire, pour la réduction de la hiérarchie des salaires, la fin du salaire au mérite, l'intégration des primes dans le salaire, l'égalité de salaire entre les jeunes et les vieux, les hommes et les femmes, la suppression du travail temporaire et à durée déterminée, pour la création d'un climat défavorable aux patrons et aux entreprises par l'approfondissement constant de la lutte ouvrière, etc. Mais dialectiquement l'action même de la bourgeoisie ne pourra pas ne pas susciter des mouvements de colère et des épisodes de lutte qui ouvriront des failles dans la carapace de la conservation sociale et créeront des opportunités précieuses pour l'intervention des communistes: voilà à quoi aura abouti la prétentieuse sagesse des conseillers de l'OCDE!

(1) L'OCDE est «l'Organisation de Coopération et de Développement Economique», un organisme de statistique, d'analyse et de proposition regroupant les pays les plus développés de ce que l'on appelait autrefois «le camp occidental» à qui se sont ajoutés la Turquie et le Mexique. Elle vient de publier (juin 95) le 2e volet d'une «Etude sur l'emploi», intitulée: «La mise en oeuvre de la stratégie».

Il y a 25 ans mourait Amadeo Bordiga

Les marxistes révolutionnaires n'ont besoin ni de célébrations ni d'oraisons funèbres. L'individu naît et meurt, il est transitoire: seule l'espèce survit. La personne n'a pas d'histoire; l'espèce en a une. C'est une histoire humaine, c'est l'histoire des classes, des luttes et des formes de classes. L'individu peut s'identifier à la classe, lorsque les instincts irrationnels et irrésistibles qui le déterminent le poussent sur l'avant-scène de l'histoire, et ceci tant que l'humanité vivra sa préhistoire classiste. Il est téléguédé. On lui demande seulement d'en avoir conscience pour qu'il puisse fonctionner le mieux possible.

Les révolutions qui se sont succédées depuis le XIXe siècle ont été ou des révolutions bourgeoises, ou des révolutions doubles, c'est-à-dire bourgeoises en économie et prolétariennes en politique avec une seule exception: celle de la Commune de Paris de 1871. La Commune a éclaté sans laisser de noms illustres: elle a été massacrée avec ses soldats anonymes. On se souvient au contraire de ses sanguinaires fossoyeurs, les méprisables démocrates à la Thiers et les prétoriens à la Mac-Mahon. Le prolétariat n'a pas eu besoin de mythes personnels. Il a lutté et il est mort pour la Commune, un point c'est tout!

La révolution de demain sera ainsi: univoque, anonyme, elle n'aura qu'un seul chef, invincible, le parti révolutionnaire. Aux ennemis de célébrer leurs «grands hommes» tombés sur le champ de bataille, s'ils en ont le temps et la possibilité.

C'est la contre-révolution qui créa un culte répugnant autour du cadavre de Lénine, couvrit la Russie d'obscènes monuments à la gloire du révolutionnaire défunt afin de le transformer en icône inoffensive. Le roman révolutionnaire est

«De même que le géologue plonge sa sonde dans les entrailles de la terre pour ramener à la surface des échantillons des diverses couches afin d'en étudier la nature et la formation, de même le parti se sert de moi et de ma mémoire comme d'une sonde qui s'immerge dans l'histoire de plus d'un demi-siècle du mouvement ouvrier, pour approfondir l'étude de ses erreurs et de ses défaites, de ses avancées et de ses victoires».

Prononcées par Amadeo en 1967 lors d'une de nos réunions, ces paroles sonnaient alors comme une exhortation à ne pas traîner, comme un appel pressant contre le temps. Le combattant sentait que le temps lui était compté. Depuis 1945, sans jamais le proclamer il avait en effet «fonctionné» sans trêve comme une sonde; avec une périodicité chronométrique, avec une impassible ténacité il avait fouillé inexorablement dans les méandres d'une période qui va des premières années du siècle à nos jours, période dont il avait été témoin et acteur. De ville en ville, devant des auditoires d'une centaine de camarades - têtes chenues de vieux militants obs-

tinés, têtes brunes ou blondes de jeunes recrues enthousiastes - dans des réduits de fortune, dans des locaux exigus où l'oxygène n'était certainement pas en excès, il avait martelé pendant plus de vingt ans les points saillants de la doctrine, expliqué comment et pourquoi - à la suite de la défaite de la révolution en Europe - l'Internationale avait commencé à dévier, montré du doigt le marais dans lequel s'était noyé le mouvement prolétarien mondial, mis en lumière les conclusions de l'expérience historique de la Gauche et enfin toujours proclamé la certitude exaltante de la victoire finale du Communisme.

Il l'avait fait et il continuait à le faire dans la presse, sur les colonnes de notre journal, dans ces «Fils du temps» si vibrants de la passion du polémiste. Mais en réalité il réussissait mieux son travail de géologue en présence de camarades. C'était un travail stimulant: la sonde creusait, creusait, ramenait à la surface des fossiles, dont l'utilité se limitait désormais à la démonstration de leur caractère de fossiles, ainsi que des événements grandioses, et des épisodes peu connus, des échos de grèves

mort avec la victoire du contre-révolutionnaire Staline. Le communisme n'a plus besoin de langage romancé. Ce qu'il lui faut plutôt, c'est le langage des logarithmes et les mots d'ordre de combat.

Amadeo, et, avec lui, les générations passées des communistes révolutionnaires, n'ont pas disparu. Leurs corps sont retournés à la terre dont ils étaient issus. Leur travail, la bataille de leurs jours, vivent, fondus dans la continuité du communisme, but auquel tend inconsciemment l'humanité laborieuse, déshéritée et opprimée.

Notre commémoration n'a donc rien à voir avec une pieuse «Vie des hommes illustres»: elle n'a de sens qu'en s'inscrivant dans l'effort de maintenir ou de reconstituer la continuité du programme et de l'organisation communistes auxquels il a consacré sa vie. C'est dans l'action quotidienne et permanente qu'elle se réalise, et non lors de cérémonies rituelles et donc creuses et sans lendemains. Un anniversaire n'est fécond que s'il sert à rappeler et à illustrer un combat que les générations actuelles et futures auront à mener enfin à son terme. C'est dans cet esprit que nous publions pour la première fois en français un vibrant article paru en mémoire d'Amadeo Bordiga sous le titre «Forgiatore di militanti» sur «Il Programma Comunista» n°17 (1/10/70). Le lecteur peut se reporter également à l'article «Amadeo Bordiga: une vie exemplaire au service de la révolution» paru sur «Programme Communiste» n°48-49 (avril-septembre 1970), ainsi qu'à la série: «En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution» («P.C.» n°50, 51-52, 53-54, 55, 56) à laquelle nous avons emprunté les premières phrases de cette présentation.

mémorables, des extraits de résolutions importantes, des épisodes de Congrès mondiaux, des points cardinaux de la théorie révolutionnaire. Les têtes chenues en attestaient l'exactitude, les têtes juvéniles en assimilaient la leçon. C'était une élaboration collective et non le produit d'une cerveau individuel, si brillant qu'il soit. Ce n'était pas lui, Amadeo, qui parlait: c'était la conscience du parti, c'était l'expérience historique de la Gauche qui s'exprimaient par sa bouche et qui indiquaient à quelles catastrophes avaient conduit les déviations - dénoncées en leur temps - et pourquoi et comment ces déviations ne devaient plus se reproduire, sauf à entraîner la dégénérescence irréversible du parti et la perte définitive de son programme.

Pendant plus de vingt ans la sonde avait creusé sans jamais aucune allusion explicite à sa fonction. Pourquoi alors cet appel pathétique de 1967? Le combattant, toujours empreint d'un juvénile optimisme, avait alors sans doute la perception aiguë des limites de ses forces physiques. Il voulait donner davantage, et au plus vite. Et jusqu'au

bout. C'est sa caractéristique typique, le caractère authentique du révolutionnaire marxiste. Qui ne l'a pas saisi, ne pourra jamais comprendre l'homme Bordiga: rien à voir avec du détachement ou un retrait dédaigneux! Il était viscéralement, organiquement lié au parti: sans lien avec le parti sa pensée politique n'aurait pu trouver l'oxygène pour vivre, le terrain pour germer et se développer. Un auditoire de camarades stimulait encore plus son esprit déjà si fertile; il donnait passion à sa foi et à son éloquence. Ses meilleurs oeuvres naquirent ainsi, sous la présence bénéfique des camarades. La commémoration de Lénine, tenue en 1924 à la Bourse du Travail de Rome, surgit comme un bloc incandescent devant une foule de travailleurs; et ce n'est que quelques jours plus tard, profitant d'une brève période de repos à Naples, qu'il se mit à la taper à la machine pour la presse.

La vérification, à la lumière de l'histoire, de la justesse de la ligne de la Gauche en opposition à la tactique de

(Suite en page 4)

Il y a 25 ans mourait Amadeo Bordiga

(Suite de la page 3)

l'Internationale (gouvernement ouvrier, front unique, fronts populaires, etc.), il n'aurait jamais pu la faire à froid, en théoricien solitaire devant sa table de travail. Elle fut faite, avec feu et passion lors de dizaines de réunions, pour qu'elle serve d'assurance stimulante à de vieux camarades qui, somme lui avaient résisté aux harcèlements de l'opportunisme, pour qu'elle serve d'enseignement aux jeunes avides de savoir, pour qu'elle serve de base de départ pour le futur parti de classe à organiser sur des bases mondiales avec la perspective historique la plus avancée. Le parti était pour lui une passion si forte qu'elle lui faisait tenir pour nulle toute valeur de sa propre personnalité, pousser jusqu'aux dernières limites ses possibilités physiques, dans un dévouement absolu qui devenait presque surhumain dans la dernière période de sa vieillesse.

Dès son plus jeune âge, personne mieux que lui n'avait compris le rôle et la fonction du parti sur le chemin de la révolution. Il avait fait ses premières armes au contact de l'ambiance politique napolitaine, équivoque et corrompue, gangrenée par le clientélisme et le populisme, où d'habiles démagogues exploitaient à des fins carriéristes l'attrait qu'au début du siècle le Socialisme exerçait sur les masses laborieuses. Des avocats et des professeurs entraient dans le parti, gagnaient la médaille de député, puis en sortaient pour ne pas en respecter la discipline, entraînant même derrière eux des groupes de prolétaires abusés par leur verbiage révolutionnaire. Cette ambiance contribua à solidifier dans le jeune marxiste son intransigeance naturelle - qui sera décrite ensuite par les critiques superficiels comme schématique et obsessionnelle - et contribua aussi à renforcer son exigence d'un parti homogène et cohérent avec le programme, refusant les calculs électoralistes, les contorsions manoeuvrières et les tactiques opportunistes, refusant de sacrifier la qualité à la quantité de militants. C'est ainsi que s'explique son oeuvre inlassable et constante pour former de nouveaux militants, à laquelle nous voulons limiter ici notre témoignage.

L'historien ne trouvera pas trace de cette oeuvre, interrompue en 1923-24 par des événements qui eurent leur origine à Moscou (1) et reprise patiemment en 45 quand il semblait téméraire dans l'euphorie de la «libération» de se réclamer de la Gauche communiste. Oui, Amadeo fut un formidable forgeron de militants. Il en avait formé à la pointe de sa plume et à la puissance de son verbe en 1919-20, en organisant la Fraction abstentionniste d'abord et le Parti Communiste d'Italie ensuite; il continua à en former avec une rigueur plus ferme durant les brûlantes années où il fut à la tête du parti; il en a formé de nouveau plus tard, lors du second après-guerre, bien plus nocif pour le mouvement communiste que ne l'avait été le premier.

Dans la première phase, jeune force étincelante à la tête puissante, au geste vigoureux, il fascinait par son éloquence où la passion donnait aux concepts et aux idées une ardeur et une sûreté invincibles. Nous avons l'impression que ce n'était pas lui qui exposait et clarifiait l'idée, mais que c'était l'idée qui le poussait et excitait à l'action. Nous sentions qu'il possédait non la lettre, mais l'essence du marxisme, toute entière dans sa force pénétrante et expansive dans le temps: foi dans son immanquable réalisation, certitude dans l'avènement d'une société sans classes.

Dans la seconde phase de sa maturité, toujours aussi vigoureux et polémique, il apparaissait comme le vétéran qui connaît l'ennemi à fond avec tous les secrets et tous les pièges de sa tactique. Il ne parlait plus à de grandes masses, mais à des auditoires restreints, déjà dans le sillage de sa pensée. En plein déferlement du culte de la personnalité, Amadeo prodiguait son enseignement de manière anonyme; il transmettait patiemment à de nouveaux camarades non son expérience personnelle, mais l'expérience du courant dont il s'était fait l'interprète le plus convaincu et le plus autorisé, le plus admiré et le plus détesté. L'opportunisme: voilà l'ennemi à repousser, le terrible ennemi qui a infesté et détruit, sous la pression d'événements historiques défavorables, les ferments originels de l'Internationale.

«La voie la plus facile et la plus engageante est celle de l'opportunisme. Ne la prenez pas, camarades! La voie juste est toujours la plus difficile et la plus longue». Le son de sa voix résonne encore à l'oreille et nous voyons encore son geste. Dans les dernières années ses difficultés pour se déplacer d'une ville à l'autre étaient devenues évidentes, mais il les affrontait avec la

simplicité sereine de toujours. Désormais ses interventions, même si elles duraient longtemps, étaient coupées de brèves pauses pendant lesquelles un camarade lisait les documents se rapportant au thème traité. Il était plus enclin à des souvenirs de rencontres et de réunions avec les protagonistes des événements qui nous captivaient: Liebknecht, Rosa, Lénine, Trotsky, Zinoviev. Derrière ses cheveux gris, derrière ses épaules encore solides, il y avait un passé qui exerçait sur les camarades une fascination extraordinaire. Oui, c'était son activité militante exemplaire, sa teneur de vie spartiate, l'identité absolue entre ses positions et sa façon d'être, son dédain des compromis, son intransigeance absolue envers tout accommodement avec l'ennemi. L'homme qui ne s'était jamais abandonné à des considérations d'amour propre, qui n'était jamais intervenu pour repousser les basses calomnies avec lesquelles on essayait de le toucher - il n'était pas homme à presser le pas sous les aboiements des roquets - et qui jusque dans ses derniers moments ne pouvait être soupçonné d'un quelconque intérêt personnel, continuait sa bataille, insouciant de sa santé qui se dégradait sous le poids des ans, satisfait de gagner d'autres combattants à la cause et d'en raffermir les cadres.

Les jeunes camarades, éduqués à ses

méthodes de travail, trempés à la chaleur de sa voix et à la lumière de son exemple, n'oublieront pas son enseignement. Dans un pays où improvisation et empirisme, exhibitionnisme et donquichottisme sont répandus à foison, Amadeo Bordiga a travaillé en profondeur. Repoussant le succès éphémère, l'attention fixée sur le but suprême, il a travaillé sur la longue période. C'est pourquoi, si la mort physique a arrêté le dynamisme de sa splendide machine, il vit en nous, ses camarades de lutte; il vivra en chacun de nous, dans notre pensée et dans notre action de militants; il vivra par l'enseignement et par l'exemple, toujours et partout où il y aura un opprimé à soulever, un exploité à émanciper, un esclave à qui insuffler conscience et courage et à qui donner des armes de combattant.

(1) Profitant de l'arrestation de Bordiga et d'autres dirigeants du PC d'I. par les fascistes, la direction de l'Internationale nomma à la tête du parti des dirigeants à sa convenance (Gramsci, Togliatti) avec pour mission de mettre fin à la prédominance de la Gauche. Il faudra attendre 1926 (Congrès de Lyon) pour que ces «bolchévisateurs» réussissent à mettre définitivement au pas le parti (Ndir).

Reprise des essais nucléaires par l'impérialisme français

(Suite de la page 1)

anéantir l'autre ou lui infliger au moins des destructions massives rendant toute guerre sans objet. Alors que ces armements stratégiques sont trop puissants et trop peu souples pour pouvoir être utilisés de façon rationnelle dans une bataille, le deuxième type d'armements sont au contraire développés pour pouvoir être utilisés sur le terrain, sur le champ de bataille, donc pour pouvoir faire la guerre. Le développement de ces futurs armements pose encore des problèmes techniques difficiles (miniaturisation en particulier) que seuls de rares Etats ont la capacité de résoudre, alors que la fabrication d'une bombe atomique classique est désormais relativement facile pour un pays aux capacités techniques, scientifiques et financières «moyennes»: aux dires des spécialistes, une bonne dizaine de pays serait capable assez rapidement de fabriquer au moins à quelques exemplaires des bombes atomiques de ce genre.

C'est pourquoi les grands impérialismes, derrière les Etats Unis, s'efforcent de faire ratifier au plus vite un traité interdisant les essais nucléaires et de bloquer au maximum la diffusion des capacités de développement de missiles: il s'agit pour eux de conserver leur monopole de possession des armes nucléaires (ces mêmes Etats n'envisagent pas une seconde de renoncer à leur propre armement nucléaire), alors même qu'ils continuent dans le silence de leurs laboratoires et de leurs centres de calcul à mettre au point des armes avec lesquelles ils pourront commodément faire la guerre. La France et la Chine, retardataires sur le plan technologique, n'aspirent qu'à rejoindre au plus vite ce club des grands gangsters impérialistes qui disposent des armes qui les rendent invincibles, et à fermer ensuite définitivement derrière elles les portes de ce club. D'ailleurs si Mitterrand, attaché à la conception classique de la dissuasion nucléaire (dont le but fonda-

mental était d'ailleurs moins de répliquer à la menace russe que de redonner à l'impérialisme français une large autonomie militaire - donc, au bout du compte, politique - par rapport à l'impérialisme américain en se libérant du «parapluie nucléaire» de ce dernier), était opposé à la reprise des essais nucléaires, il n'avait cependant, sous la pression des militaires, décidé que d'un simple moratoire, donc d'un arrêt temporaire et du maintien permanent en état du site de Mururoa, afin que le cas échéant les essais puissent reprendre sans délai. En outre, il avait accordé de très importants crédits pour que puissent être réalisées des simulations en laboratoire et que puissent être préparés les nouveaux types d'armes nucléaires. On voit donc que la décision de Chirac, loin de constituer un revirement dans la politique du militarisme français, en constitue davantage un développement logique. Et d'ailleurs de nombreux indices laissent penser que les Etats Unis se réservent eux aussi le droit de procéder à des séries «limitées» d'essais nucléaires «de faible puissance» pour mettre au point leurs armes, avant d'interdire aux Etats plus faibles de faire de même: nous en voulons pour preuve que le gouvernement américain a seulement décidé de ne pas autoriser «pour le moment» de tels essais, afin bien sûr de ne pas rendre plus difficile la ratification par tous les Etats du fameux traité les interdisant...

LES BOURGEOIS PREPARENT LA GUERRE

Ces quelques considérations permettent de juger ce que valent non seulement l'indignation du PS, mais aussi l'appel à une journée d'action contre les essais nucléaires, signé par le PCF, les écolos et les pacifistes de toute catégorie, où l'on demande au Président à signer immédiatement le traité d'interdiction des essais nucléaires et où l'on condamne ces essais français parce qu'ils

remettraient en cause les efforts pour interdire l'arme nucléaire. Comme nous venons de l'expliquer, ce fameux traité n'a pas d'autre but que de perpétuer la prééminence militaire des plus grands impérialismes, qui sont prêts en outre à le violer d'un moment à l'autre. Jamais aucune action pacifiste, jamais aucun mouvement d'opinion, aucun appel à la conscience morale des peuples et autres crétineries bien-pensantes, n'arrivera à convaincre la bourgeoisie à renoncer à ses armes (ou à la convaincre d'en faire un usage «limité»); mais par con-

Le texte, «Lénine sur le chemin de la révolution», que nous avons publié dans notre journal «le prolétaire», numéros 427 (Juin-Juillet-Août 1994), 428 (Sept.-Oct. 1994), 429 (Nov.-Déc. 1994 / Janv. 1995) et 431 (Mai-Juin 1995) est maintenant disponible sous forme de brochure.

Commande aux Ed. Programme : 10FF - 4FS - 60FB

le prolétaire
organe du parti communiste international
(programme communiste)

Lénine sur
le chemin
de la
révolution

21

EDITIONS PROGRAMME
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL
10FF - 4FS - 60FB

Essais nucléaires ...

tre le pacifisme arrive encore sans trop de peine à intoxiquer le prolétariat, à lui faire croire qu'il serait possible sous le capitalisme d'interdire la bombe atomique ou le chômage par on ne sait quel miracle de l'union des hommes de bonne volonté (1)...

Non! Seule la destruction du capitalisme par la révolution prolétarienne pourra mettre fin au militarisme bourgeois et aux catastrophes guerrières. En attendant, les communistes authentiques luttent sans hésitation contre le militarisme de «leur» Etat et son renforcement, que cela concerne l'armement nucléaire ou conventionnel, contre toute opération militaire, même s'il elle se présente frauduleusement sous le masque de la défense du «maintien de la paix», contre toute propagande militaire ou belliciste, qu'elle utilise ou non des arguments «humanitaires»; au chauvinisme et au nationalisme ils opposent sans trêve les principes du **défaitisme révolutionnaire** et de l'**internationalisme prolétarien**. Mais il est aussi nécessaire de combattre tous les préju-

gés pacifistes et démocratiques qui prétendent mensongèrement que la «paix» pourrait être établie et garantie par le respect du «droit international», le bon fonctionnement de l'ONU ou la «démocratisation des relations internationales»: tant qu'existe le capitalisme, c'est la loi de la jungle, la loi du plus fort qui régit en fait les relations entre les Etats comme entre les classes, derrière les voiles trompeurs de la démocratie et du droit; aucun accord international entre brigands impérialistes ne pourra empêcher les guerres ni même interdire tel ou tel type d'armes, qui serait jugé moins humain (1) que d'autres.

Dès aujourd'hui, alors que des guerres «partielles», «limitées», se multiplient aux quatre coins du monde, la reprise des essais nucléaires français et la continuation de ceux chinois sont la démonstration que les bourgeois et leur cohorte de techniciens et de stratèges des massacres planifiés, se préparent à des conflits à plus vaste échelle. C'est un avertissement qui ne doit pas être perdu. Les prolétaires d'avant-garde doivent en prendre conscience et, en se réappropriant les traditions de l'anti-

militarisme prolétarien et le programme du communisme révolutionnaire, en travaillant à la reconstitution du parti révolutionnaire international, futur état-major de la lutte prolétarienne, ils devront se préparer et préparer leurs frères de classe à lutter et à vaincre dans la seule guerre qui vaille, la seule guerre qui amènera la paix à l'humanité, la guerre des classes. Et la lutte prolétarienne révolutionnaire pourra alors être plus forte que toutes les bombes atomiques, car elle fera éclater de l'intérieur les structures de domination de la bourgeoisie - ses armées y compris.

Non au militarisme impérialiste! Non au pacifisme petit-bourgeois! Pour la reconstitution du parti de classe et de l'armée mondiale du prolétariat!

(1) Parmi ces écoeurants pacifistes, il faut ranger à la place d'honneur les trotskystes de la LCR qui écrivent sur leur hebdomadaire du 22 juin, après avoir pleurniché sur la nature «anti-démocratique» de la décision chiraquienne: «*Quel enjeu! Un monde*

libéré de l'arme nucléaire à l'aube du XXIe siècle! Voilà une cause qui vaut que l'on s'engage. (...) Si nous voulons pouvoir vivre demain sans que plane sur nos têtes la menace nucléaire, c'est maintenant qu'il faut enrayer la machine infernale enclenchée par les puissances et briser le pouvoir occulte du lobby nucléaire, civil et militaire». Pour de véritables communistes révolutionnaires, la seule cause qui n'est pas une illusion est celle de la lutte anti-capitaliste pour l'émancipation prolétarienne. Les responsables des guerres ne sont pas, comme le croient les petits-bourgeois, des groupes restreints de capitalistes particulièrement méchants qu'il faudrait dénoncer, isoler, neutraliser pour que les bons capitalistes - peut-être le lobby du pétrole ou celui du charbon? - puissent assurer un capitalisme pacifique et confortable: c'est tout le système capitaliste qui dans certaines circonstances ne peut trouver d'autre issue à ses crises que la guerre. D'autre part, même sans lobby nucléaire le monde capitaliste est un enfer pour les prolétaires: ils combattent pour détruire cet enfer, et non pour le libérer de telle ou telle menace.

Les rivalités impérialistes attisent les affrontements en Bosnie

(Suite de la page 1)

bombardements véritablement terroristes des serbes sur des objectifs civils. C'est pour parer à cette offensive que les serbes avaient repris fin mai leurs armes lourdes déposées sous surveillance de l'ONU, suscitant les bombardements de représailles de l'OTAN, auxquels ils répondaient à leur tour en faisant prisonnier les casques bleus.

L'envoi de la Force de Réaction Rapide apparaît comme une aide implicite aux offensives des forces de Sarajevo, et les déclarations du sommet européen de Cannes exigeant entre autres la levée du siège de la capitale bosniaque confirment cette impression. Il serait pourtant erroné de croire que les grandes puissances, lassées par l'entêtement des serbes, soient tombées d'accord pour assurer la victoire au gouvernement de Sarajevo. Il s'agit davantage de favoriser une modification du rapport des forces sur le terrain au détriment des serbes afin d'amener ceux-ci à accepter la dernière mouture du compromis sur lequel sont tombés d'accord les différents impérialismes, sans pouvoir encore le faire entériner en dépit de toutes les pressions (notamment l'embargo contre la Serbie et l'embargo sur les armes qui frappe - en théorie - d'abord les bosniaques).

On a beaucoup parlé à ce sujet de «l'impuissance» de l'ONU. Mais cette impuissance ou plutôt ces hésitations continuelles, ne sont rien d'autre que le fruit des divergences entre les impérialismes influents dans cette région. Si tous sont d'accord sur l'objectif minimal d'éviter une extension du conflit aux pays balkaniques voisins qui pourrait déboucher sur des conséquences redoutables, ils divergent sur presque tous les autres points. L'Allemagne apporte un soutien sans faille à la Croatie et par conséquent est hostile à la Serbie; la Russie soutient sans hésiter son allié traditionnel serbe et donc est hostile aux autorités de Sarajevo; les Etats-Unis qui redoutent un retour d'influence russe dans les Balkans font leur possible pour bloquer les visées serbes (ils ont déjà fait échouer un accord de

paix qu'ils jugeaient trop favorable aux serbes) et veulent aussi jouer les tuteurs de la Croatie pour ne pas laisser l'Allemagne au premier plan. Mais ils sont handicapés par leur refus bien arrêté de ne pas se laisser entraîner dans une quelconque intervention militaire sur le terrain. La France et la Grande-Bretagne, qui, elles, disposent des contingents militaires les plus importants en Bosnie ont une position intermédiaire et indécise. Elle seraient plutôt favorables à la Serbie, seul Etat suffisamment fort pour tenir le rôle de gendarme de l'ordre établi dans la zone, et elles voient sans plaisir la place qu'a pu rapidement occuper l'Allemagne sans même avoir à envoyer un seul soldat; mais une Serbie trop forte et trop adossée à la Russie ne leur sourit guère, et elles ne veulent sous aucun prétexte que les divergences sur la question de l'ex-Yougoslavie pèsent sur leurs relations avec l'Allemagne: dans les gouvernements européens chacun se souvient qu'une guerre mondiale est déjà née à Sarajevo.

Les interminables tentatives pour geler la situation en l'état et maintenir un statu-quo précaire correspondent le mieux aux intérêts franco-anglais. Mais ces tentatives sont de plus en plus irréalistes et obligent à un renforcement constant des troupes pour tenir en respect les deux parties. Cette situation ne pourra s'éterniser indéfiniment; d'ores et déjà Paris et Londres se sont aperçus qu'ils se sont militairement trop engagés, au point qu'un retrait des casques bleus dépasse leurs capacités militaires et logistiques! Par ailleurs un retrait, qui ne serait possible que grâce à l'aide américaine, signifierait leur échec à maintenir leur influence et à défendre leurs intérêts dans la région face aux concurrents impérialistes comme face aux petits Etats. La Force de Réaction Rapide a donc aussi pour but inavoué d'éviter cette alternative désastreuse, soit en gelant encore la situation dans l'espoir d'arriver enfin à un compromis entre les belligérants, soit à défaut en permettant plus facilement un retrait des casques bleus: en dernière analyse il s'agit bel et bien d'une force de protection des impérialismes anglais et

français. On ne s'étonnera donc pas que les américains rechignent à la financer!

Les seuls véritables otages de ce tragique affrontement de rivalités bourgeoises et impérialistes sont les populations de l'ancienne Yougoslavie et au premier chef, comme toujours, les classes exploitées qui subissent soit directement les atrocités d'une guerre particulièrement cruelle que l'intervention impérialiste ne réussit qu'à prolonger et à envenimer, soit indirectement ses conséquences économiques et sociales catastrophiques, soit les deux en même temps.

Tout soutien à l'intervention impérialiste en Bosnie est à condamner, qu'il soit explicite ou implicite. La seule voie d'issue pour les masses opprimées de Bosnie est celle de la rupture avec tous les camps bourgeois et la reconstitution du camp prolétarien par delà les frontières, nouvelles ou anciennes. Cette voie est longue et peut apparaître sans espoir alors que les populations souffrent quotidiennement de la guerre. Mais l'autre voie, celle de la soumission aux nationalismes bourgeois n'a, depuis des décennies et des décennies, conduit qu'à des catastrophes aux masses de cette région déchirée et elle continuera éternellement à conduire à de nouvelles catastrophes: c'est bien elle qui est la voie longue et sans espoir. Mais la rupture avec cette impasse mortelle ne pourra être le fruit que de la réapparition effective de l'alternative classiste et révolutionnaire parmi le prolétariat des grands Etats capitalistes et non d'une «prise de conscience» soudaine et miraculeuse des prolétaires écrasés de l'ex-Yougoslavie.

C'est dire que la solution des épreuves des masses exploitées de cette région réside en définitive dans la capacité de la classe ouvrière des citadelles impérialistes à revenir sur le terrain de la lutte de classe, du retour au programme communiste et de la reconstitution du parti révolutionnaire international.

Toute action, si généreuse soit-elle, qui revient au contraire à placer les rares forces militantes potentiellement révolutionnaires sur le terrain de l'interclassisme, de la démocratie et de la solidarité avec un gouvernement bourgeois (derrière la défense «contre l'agression» ou le «multi-ethnisme») barre la voie à la renaissance de la lutte de classe et laisse libre cours à l'impérialisme et à tous ses méfaits.

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
LA PRESSE INTERNATIONALE
DU PARTI !

«le prolétaire»
«programme communiste»
«il comunista»
«el programa comunista»

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS, SOUSCRIVEZ !

SOUSCRIPTION PERMANENTE
3e liste 1995

Franck: 150,00 / A la fête: 30 + 5 + 10 + 52 / Roger: 80,00 / Ren.: 1200,00 / Total liste: 1.527 F. Total général: 7.702 F.

CORRESPONDANCE :

POUR LA FRANCE :
Editions Programme, 3 rue Basse
Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE :
Editions Programme, 12 rue du
Pont, 1003 Lausanne
POUR L'ITALIE :
Il Comunista, C. P. 10835, 20110
Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 LI. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 LI. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 LI / £3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 LI / 80 DM / £25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 2000 LI / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 LI / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 LI / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 LI / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 LI / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.

Pavillons de complaisance et seconds registres: la dure réalité de l'exploitation capitaliste dans la marine marchande (1)

Le secteur maritime ne cesse de rester sous les feux de l'actualité. Après les dockers (1), les différents conflits qui se succèdent à la pêche (2), les catastrophes maritimes bien que rares actuellement mais souvent très médiatisées pour leurs conséquences au niveau écologique et pour le nombre de leurs victimes (3), et dernièrement la lutte des défenseurs des animaux contre le transport transmanche d'animaux d'élevage en batterie destinés aux abattoirs du continent européen (4), c'est un «vieux» conflit qui est revenu au premier plan récemment: celui (d'une partie) des marins de commerce contre les pavillons de complaisance (en anglais «Flag of Convenience», que nous abrègerons FOC).

Les derniers conflits en France

A part un conflit à la CGM contre une nouvelle vague de licenciements permettant à l'armateur de transférer de nouveaux navires sous FOC ou Rbis, il n'y eut que deux conflits importants en 94 contre ces pavillons qui furent gagnés par les marins contre la Cie britannique P and O qui employait des marins non-communautaires payés 2000 FR/mois.

Le 23/2/95, c'est contre l'emploi par la Cie britannique Meridian Ferries de marins polonais payés 3 000 Fr/mois sur ses deux navires reliant Folkstone et Boulogne que les syndicats CGT, CFDT, FO et CGC appelaient tous les marins français naviguant pour les Cies transmanche de Roscoff à Dunkerque à une grève de 48 heures. Ceux-ci ont perturbé le trafic en bloquant certains ports, en manifestant dans d'autres, en occupant les rampes d'accès des ferries concernés et en dévastant les locaux boulonnais appartenant à la Cie. Ils se sont donc mis en grève par peur de se voir, comme la plupart des marins français au long cours ou de leurs pairs d'outre-Manche, remplacer dans l'avenir par une main d'oeuvre moins chère due aux FOC, qui ne peuvent encore flotter sur les ferries français mais sont utilisés sur les ferries britanniques permettant d'embarquer des marins de tous les pays alors que ceux-ci, selon les lois en vigueur, devraient être originaires de l'UE (Union Européenne, ex-CEE) - et également pour faire respecter certaines Cies maritimes qui n'hésitent pas à passer par dessus les carcans législatifs et administratifs pour réduire les coûts d'exploitation et faire face à la concurrence du tunnel.

Le 25/2, les marins français reprenaient le travail, non sans quelques actions sporadiques à Boulogne les jours suivants. Le 15/3, la Cie annonçait l'utilisation de marins britanniques sur ses deux navires dès le mois de mai. Mais le 17, les tribunaux anglais mettaient la compagnie en liquidation judiciaire. La résistance ouvrière doit donc toujours rester en éveil, car 132 marins et 40 sédentaires risquent encore d'être licenciés prochainement.

Le développement des FOC

Il n'y a pas véritablement de date de naissance pour les FOC. Le premier fût celui du Panama et les premiers à s'inquiéter de transferts sous ce pavillon seront les syndicats de l'ITF (5) en 1933. En 39, 1% de la flotte mondiale navigue sous FOC.

En 48, la flotte sous Panlibhon, c'est-à-dire sous les trois FOC de l'époque (Panama, Libéria, Honduras), est de 3 Mtjb (6). Ensuite, le Panlibhon devient le Panlibhonco avec l'introduction du Costa-Rica comme pays de complaisance. En 49, l'ITF commence sa campagne contre les FOC mais ceux-ci se multiplient: 6,5 Mtjb en 54, 11 M en 56 et 28 M en 67, le Liberia prenant la première place des flottes mondiales cette année devant la Grande-Bretagne.

Puis en 72, année de création des «Rbis» (type spéciaux de pavillons de complaisance; cf plus loin) en Norvège, Allemagne et Danemark, la flotte

des FOC atteint 56 Mtjb puis 121 M en 87, soit 34% de la flotte mondiale. Les derniers chiffres officiels datent de 90 et sont les suivants: sur une flotte mondiale de 18754 navires de commerce, 7877 battent pavillon étranger dont 565 sous FOC, 1524 sous Rbis et 788 au cas par cas (7), soit 29,6% du total des navires. Ce qui représente 269 Mtjb dont 184 sous FOC, 55 sous Rbis et 30 au cas par cas, soit 42,8% du port en lourd de la flotte mondiale.

La complaisance

Selon les Conventions Internationales Maritimes, «tout navire doit avoir une nationalité sinon il est considéré comme pirate.» Cette nationalité est symbolisée par le pavillon qui, avec le développement phénoménal de la complaisance, est aujourd'hui classé en trois catégories: celle des pavillons nationaux car, en principe tout navire doit battre le pavillon du pays auquel il appartient directement ou par le biais d'un armateur ou d'une Cie; celle des FOC et celle des Rbis.

Pour reprendre la définition du Comité des Transports Maritimes de la CEE, «l'expression «Flags Of Convenience» désigne les pavillons de pays dont la législation autorise et même facilite l'immatriculation, sous leur pavillon, de navires appartenant à des Cies ou à des ressortissants d'autres pays». En effet, les FOC permettent de nombreux avantages à ces armateurs et ces Cies, notamment les suivants:

-L'immatriculation d'un navire est facile à obtenir car elle est possible hors du pays complaisant par simple demande dans un consulat de ce pays.

-Le pays d'immatriculation autorise des bourgeois non-résidents à devenir propriétaires ou à contrôler ces navires sans que ceux-ci soient soumis à des lois qui puissent les gêner dans la conduite de leurs affaires.

-Le pays d'immatriculation, en général dominé par l'impérialisme, ne peut, pour une quelconque raison, revendiquer la disposition des navires qui naviguent sous son pavillon.

-Le pays d'immatriculation ne peut imposer des réglementations nationales ou internationales, bien qu'en théorie tout navire est soumis à des inspections et des réglementations strictes lors des escales.

-L'armement des navires se fait dans des conditions qui interdisent tout contrôle sur ceux-ci. Ainsi, il est possible pour l'armateur d'embaucher des équipages sans qualification, sans avantages sociaux, sans protection sociale avec de faibles salaires, sous contrats (rédigés le plus simplement possible), etc.

-Les revenus de l'armateur ou tirés de l'exploitation du navire ne sont pas ou pratiquement pas soumis à l'impôt public. (Certains Etats complaisants sont des paradis, fiscaux: Bahamas, Bermudes...)

-Les navires immatriculés dans les pays de complaisance ne peuvent être réquisitionnés par l'Etat auquel appartiennent les Cies et/ou les armateurs en cas de guerre ou de crise grave.

On peut également ajouter la liberté

de vendre ou d'acheter des navires sur le marché de l'occasion, cette activité étant parfois la seule raison d'existence pour certains armements.

Les registres bis

Selon l'ITF, «leur statut varie selon que l'armateur est ou non ressortissant du pays du pavillon et que les accords conclus ont l'approbation des syndicats du pays» (8). De plus, ils «servent à contourner les politiques menées contre les FOC» tout en offrant une partie des avantages de ces derniers aux armateurs. Pour l'ITF toujours, ils sont 7 actuellement, tous en Europe (All., GB, Port., Norv., Dan., Belg. avec le registre luxembourgeois, et France avec celui baptisé TAAF ou Kerguelen); l'Espagne est quant à elle considérée comme FOC. Au niveau des équipages, naviguant sous Rbis, ceux-ci sont généralement cosmopolites, la mixité des nationalités intervenant ainsi: commandant autochtones, officiers autochtones et/ou européens communautaires, équipage en grande partie ou totalement étranger à l'UE.

Le recrutement sous FOC

Dans le passé, le capitaine recrutait lui-même son équipage. Par la suite, les embauches et contrats des membres d'équipage se sont fait comme dans toute entreprise. Mais aujourd'hui, si cela existe encore, pour les Cies dont le(s) navire(s) vogue(nt) sous FOC, l'équipage est fourni par des agences de recrutement. Celles-ci sont très nombreuses, notamment en Asie du Sud-Est (environ 200 aux Philippines, la moitié en Corée du Sud) car pour en ouvrir une, il suffit d'un bureau, d'une boîte aux lettres, d'un téléphone et de recruter des travailleurs qualifiés ou non, puis de les louer à des tarifs très bas à des armateurs qui pourront les débarquer dans le premier port ou les abandonner avec le navire (9) si celui-ci est soumis à des problèmes avec les experts en sécurité, les autorités locales ou un syndicat (surtout s'il est lié à l'ITF). On trouve aussi maintenant ces sociétés de recrutement en Pologne ou en Roumanie.

Cette main d'oeuvre est confrontée à la misère dans son pays d'origine et est souvent prête à tout pour trouver un embarquement. Ainsi, les armateurs n'ont pas de mal à remplacer leurs équipages nationaux par d'autres de ce type qui travaillent et vivent à bord dans les pires conditions qui soient. Cela est valable sur les navires de commerce de fret mais également sur les navires de transport de passagers comme les grands paquebots offrant de belles croisières.

Les conditions des équipages à bord des navires sous FOC

Les marins naviguant sous FOC vivent et travaillent dans d'horribles conditions du fait que beaucoup de navires battant ces pavillons ne sont que des épaves en sursis ou parce que (tous) les navires sont conçus de plus en plus selon les besoins du Capital, c'est-à-dire en réduisant les lieux de vie et de travail des équipages et la sécurité de ceux-ci. Ils vivent donc dans la promiscuité et le manque d'hygiène, sont mal et peu nourris.

Leur travail est souvent dangereux du fait de l'état de certains navires et du matériel de sécurité (quand il ne manque pas) et parce qu'il est aggravé par les journées de labeur qui durent 10 à 16 h./jour et 7 jours sur 7.

Les contrats sont souvent rédigés le plus simplement possible ou alors ils ne sont pas respectés par les agences et/ou les Cies. Les salaires sont très bas. La sécurité sociale, les caisses de retraite, les assurances maladie et les indemnités de chômage n'existent pas pour ces marins. Les congés existent rarement, ils durent généralement un mois après un an ou presque de navigation continue sans jour de repos. De plus les marins sont souvent obligés de verser

une partie de leur paie (quand ils la touchent réellement, entièrement et dans les dates) à ces mêmes agences, qui s'enrichissent bien plus par ce racket que par les Cies, quand il ne faut pas qu'ils leur versent une somme pour pouvoir embarquer.

Souvent, ils doivent s'engager également à ne pas se syndiquer sous peine de ne plus pouvoir embarquer. Dans le cas contraire, ils sont menacés ou brutalisés, tout comme leur famille. Ils peuvent parfois aussi être débarqués dans n'importe quel port pour divers motifs, mêmes bidons. Ils doivent alors rechercher aussi vite un autre navire, une autre Cie ou une autre agence car, en plus, il est rare qu'ils obtiennent un billet de retour (normalement obligatoire) vers leur pays, si le contrat cesse hors de celui-ci.

Quant aux escales, elles se passent souvent à bord car elles sont de plus en plus courtes du fait de l'évolution des technologies dans les ports et sur les navires et de la concurrence. Mais aussi parce qu'ils n'ont pas les moyens financiers pour descendre à terre, quand ils ne sont pas prisonniers à bord puisque nombreux sont les armateurs qui les obligent à remettre leurs papiers d'identité à l'autorité du bord, c'est-à-dire au commandant.

Et, bien entendu, il ne faudrait pas oublier les discriminations raciales, voire religieuses, sur les navires de nombreuses Cies, notamment celles exploitant paquebots et ferries, pour les postes de travail et de responsabilités, les lieux de vie de l'équipage et l'utilisation de certains lieux publics. Sur ces navires, comme il y a des femmes, en plus de ces discriminations, certaines d'entre elles subissent également des discriminations sexistes.

Lorsque l'on sait tout cela, on comprend mieux la raison des armateurs à engager cette force de travail issue principalement des pays dominés: faire un maximum de profits.

(à suivre au prochain numéro)

(1) Voir «Le Prolétaire» n° 416, 420, 423, 424, 425 et 426.

(2) Voir «Le Prolétaire» n° 425.

(3) Voir «Le Prolétaire» n° 391 et 421.

(4) Voir «Le Prolétaire» n° 430.

(5) International Transport Worker's Federation (Fédération Internationale des ouvriers du Transport). Voir plus bas dans le texte.

(6) Abréviation de Millions de tonnes de jauge brute. 1 tonneau = 2,83 m3 (ou 100 pieds cube).

(7) Le cas concerne trois pays: Hong-Kong, les Philippines et Singapour.

(8) En France, l'accord d'un seul syndicat à un projet de la bourgeoisie permet à celle-ci de mettre en application ce même projet.

(9) Nombreux sont les navires qui restent bloqués dans les ports par les autorités de ces pays pour des raisons de sécurité. Les durées varient selon les pays, les juridictions et les problèmes. Un exemple récent publié dans «Le Marin» du 24/2/95: celui du «Kifangondo». Il est bloqué au Havre depuis janvier 94. 21 des 33 membres d'équipage sont partis un à un préférant «faire une croix sur les arrières de salaires». Les autres sont restés car «il faut bien que des hommes gardent le bateau». Ce sont 12 Angolais qui reçoivent parfois des vivres et de l'argent, mais depuis ce temps, ce sont surtout «la Mission de la mer, le Secours catholique, la ville du Havre, l'ITF, Saga et quelques Havrais d'origine portugaise (qui) sont intervenus chacun à leur niveau», sans oublier l'aumônier du port et Médecins du monde pour des opérations. Si le prolétariat avait son parti de classe, il y aurait un énorme travail à faire qui, pour l'instant, profite aux réformistes et à la prêtraille...

NOUVELLES DES LUTTES OUVRIERES

BANGLADESH

Le Bangladesh, pays de 125 millions d'habitants, l'un des pays les plus pauvres du sous-continent indien, n'est guère connu en Europe qu'à l'occasion de ses catastrophes naturelles (le cyclone d'avril 91 avait fait près de 100.000 morts et 10 millions de sans abris), ou de l'affaire Talisma Nasrein (écrivain poursuivie par le gouvernement et condamnée par les intégristes à cause de ses dénonciations des islamistes).

La structure économique et sociale du pays est très retardataire: 68% de la population active est employée dans l'agriculture contre moins de 8% dans l'industrie; l'agriculture est marquée par la misère de la grande masse des paysans dont un nombre important ne possède pas de terres, ou sinon des lopins minuscules, et son très faible niveau d'équipement. L'industrie, essentiellement le textile, est caractérisée par ses bas salaires et ses conditions d'exploitation brutales. Depuis quelques années, les autorités sous la pression du FMI et de la Banque Mondiale ont adopté des mesures de libéralisation économique destinées en théorie à attirer les investissements des capitalistes étrangers. La privatisation des entreprises d'Etat a été accompagnée de nombreux licenciements dans l'industrie textile, les chemins de fer, l'électricité; la dégradation des conditions de vie a atteint aussi les vastes couches de la petite bourgeoisie traditionnelle menacée par la concurrence étrangère (artisans, secteur «informel», petites entreprises, etc.) ou des nouvelles couches moyennes (fonctionnaires). L'agitation politique et sociale s'est développée sur le fond de ce mécontentement croissant, mais elle s'est très vite engouffrée dans les voies - malheureusement traditionnelles dans la région - des affrontements religieux, communautaires et ethniques. Les mouvements intégristes musulmans s'en prennent régulièrement à la minorité hindouiste, aux femmes qui travaillent en dehors de leur foyer, etc. Le parti au pouvoir, défenseur affirmé de la démocratie et de la laïcité, n'a pas hésité à s'appuyer sur l'extrême droite intégriste: nouvelle démonstration, s'il en fallait encore une, que démocratie et fascisme se donnent la main: les bourgeois démocrates et les laïques n'hésitent jamais à s'unir ou à se transformer en intégristes et

fascistes lorsque l'exigent les intérêts supérieurs du capitalisme et de la domination bourgeoise.

Pour donner une illustration de la situation des prolétaires dans ce pays et des luttes qui s'y mène, nous reproduisons ci-dessous un texte de la *National Garments Workers Federation* (Fédération Nationale des Ouvriers de la Confection) - syndicat qui se présente comme «indépendant et militant» mais sur lequel nous n'avons pas d'autres informations. Ce syndicat s'est lancé dans une campagne pour cesser le travail lors du congé de fin de semaine, avec comme principal slogan: «LES OUVRIERS DE LA CONFECTON ONT BESOIN D'AU MOINS UN JOUR PAR SEMAINE POUR LEUR PROPRE VIE». Il a appelé à une grève de 48 heures les 11 et 12 avril derniers et a planifié une série de manifestations pour les mois qui viennent.

«Au Bangladesh les ouvriers du textile ont décidé de lancer une Campagne d'Action pour ne pas travailler pendant le congé de fin de semaine. Un million de travailleurs, dont 800.000 femmes, travaillent dans 2.000 entreprises, ce qui représente la plus importante source de devises étrangères et la plus grande concentration de main d'oeuvre industrielle du Bangladesh.

Les ouvriers du textile sont confrontés à des milliers de problèmes: bas salaires - le salaire minimum mensuel est de 400 Takas (\$10) [environ 50 FF]; pas de date fixe pour le paiement des salaires - parfois il faut attendre 3 à 5 mois avant d'être payés; pas de système de transport; pas de logements; pas de pensions, de fonds d'assurance ou de prévention. Pas de médecins ou de systèmes de santé. Pas de lettre d'embauche, de livre de service, de carte d'identité ou de carte d'heures supplémentaires. Pas de congés payés. Pas de congés maternité ni de crèches. Les conventions du B.I.T., les droits de l'homme et les droits des femmes ne sont pas respectés. Pas de droits syndicaux et d'organisation. Les conditions de travail sont aussi très mauvaises.

Selon la loi du travail: la durée du travail est de 8 heures par jour et 6 jours par semaine. Mais les ouvriers du textile travaillent habituellement 14 à 16 heures par jour, parfois plus encore et même toute la nuit. Ils travaillent 7 jours sur 7. Le temps de repos est pris par les heures supplémentaires. Mais le plus souvent les heures supplémentaires sont payées au taux normal, parfois un petit peu plus, parfois un petit peu moins que le salaire normal. Ces heures supplémentaires ne dépendent pas de la volonté des travailleurs, mais dépendent de la volonté des patrons et sont obligatoires. Si quelqu'un refuse les heures supplémentaires, elle sera victime de représailles et risque de perdre son emploi. Si quelqu'un ne vient pas travailler pendant le congé de fin de semaine, son salaire est diminué. Dans la plupart des cas les ouvriers travaillent mois après mois sans prendre aucun jour de repos.

La vie des ouvriers du textile est devenue une forme moderne d'esclavage en raison de ce travail illimité, non réglementé et obligatoire. Ils n'ont aucun moment pour leur vie privée, leur vie familiale et leur vie sociale. Habituellement ils manquent à leur famille et à leurs responsabilités sociales. Ils ne peuvent rencontrer leurs parents, leurs familles et leurs enfants. Les conditions des travailleuses sont

difficiles. Parce qu'elles manquent de leurs responsabilités familiales - qui font partie de la culture traditionnelle au Bangladesh - les ouvrières doivent toujours faire face à une mauvaise situation dans leur famille. En même temps les travailleurs n'ont aucun moment pour leurs activités syndicales et d'organisation qui sont un droit et un besoin fondamentaux des travailleurs (...).

A la lecture de ce document on peut mesurer tout le poids du cynisme des rédacteurs d'un Annuaire économique lorsqu'ils écrivent: «Le Bangladesh connaît en 1992 le retour à la démocratie, le succès de son industrie textile et un calme social propice au progrès économique. Il faudra du temps pour améliorer réellement le niveau de vie (sic!) mais la bonne direction est enfin prise (...) La qualité de la main d'oeuvre et son coût faible liée à l'intelligence des cadres font que l'industrie textile a encore de très beaux jours devant elle» («Atlaseco 1993»): Les très beaux jours des bourgeois - nationaux et internationaux - ne sont autre chose qu'un enfer pour les prolétaires. C'est la lutte de classe et non les progrès de la démocratie ou les succès économiques (achetés sur la peau des travailleurs) qui pourra y mettre fin.

GHANA

Le Ghana est l'un des «bons élèves» du FMI. Une récente émission de télévision («Géopolis» le 28/5 sur Antenne 2) nous a conté à quel point les choses vont beaucoup mieux dans ce pays de l'Ouest africain de 15 millions d'habitants, depuis que le gouvernement du capitaine Rawlings suit fidèlement les préceptes des Institutions financières internationales après avoir renié les creuses prétentions «anti-impérialistes» avec lesquelles il avait justifié son coup d'Etat de 1981. Le reportage nous a même fait constater le «miracle» d'une grosse entreprise d'Accra qui depuis la libéralisation économique a licencié une partie de son personnel tout en augmentant la production et les bénéfices, avec l'approbation du bonze syndical local qui affirmait avec fierté que les ouvriers travaillaient maintenant beaucoup plus...

Il est vrai que la santé économique du Ghana s'est améliorée, mais comme toujours c'est au détriment de la situation des prolétaires et des masses exploitées. La principale ressource du pays est le cacao, suivi par la production d'or. Pour «rentabiliser» ces productions le gouvernement a licencié le tiers des travailleurs salariés dans ces deux secteurs, avant de vendre les principales entreprises d'extraction d'or et de diamant à des intérêts étrangers (Grande-Bretagne, Afrique du Sud), faisant ainsi «le sale boulot» à leur place. Les patrons privés ont évidemment suivi l'exemple gouvernemental en s'attaquant également sans aucune retenue à leurs employés. Des manifestations et des grèves ont éclaté, mais sans pouvoir freiner l'attaque bourgeoise. Le taux de chômage dans les villes est estimé à 30%. A la campagne des affrontements sanglants ont opposé l'an dernier dans l'est du pays propriétaires fonciers et travailleurs agricoles, provoquant 2000 morts et la fuite au Togo voisin de plus de cent mille personnes. Cependant le caractère éminemment social des causes de ces

affrontements a pu être masqué par le fait que les travailleurs agricoles appartenaient à une ethnie différente de celle des propriétaires. Le pouvoir a pu crier aux affrontements ethniques et faire semblant d'être au dessus de la mêlée sans craindre une extension des troubles. Rien n'est réglé, en dépit de promesses de négociations pour l'accession à la propriété pour les paysans sans terres et de nouveaux affrontements auraient fait plus de cent morts ce printemps et provoqué la fuite de 15000 personnes.

Venu au pouvoir par un coup d'Etat, le régime a cependant organisé à la demande des impérialistes sa petite mascarade électorale: des élections, décrétées honnêtes et régulières par des observateurs étrangers, viennent d'avoir lieu et, nouveau miracle, elles ont été triomphalement remportées par le régime.

Mais les miracles n'existent pas davantage à Accra qu'à Lourdes. Dernièrement le gouvernement a mis le feu aux poudres en décrétant l'instauration de la TVA, ce qui a provoqué une nouvelle flambée des prix, amputant encore le pouvoir d'achat des travailleurs. Le 13 avril plusieurs centaines de travailleurs de la Fonction Publique manifestent spontanément dans le quartier des ministères en réclamant une augmentation de 96% des salaires pour rattraper la hausse du coût de la vie. Les syndicats reprennent les choses en main en menaçant d'appeler à la grève si le gouvernement refuse de négocier et en organisant des manifestations régulières: les 18 et 19 avril. La revendication de hausse des salaires est ramenée à 70%, mais le gouvernement ne propose que 25% (chiffre officiel de l'inflation pour l'année 1994). 5000 personnes manifestent encore le 26 avril, puis le 4 mai où 2000 manifestants tentent d'envahir la Présidence. Nouvelle manifestation le 10 mai, devant le ministère des Finances, à la suite de laquelle le gouvernement décide de fermer ce ministère, le Ministre et ses collaborateurs ne se sentant «pas en sécurité face à la menace que constituent les travailleurs»!

Mais le gouvernement était décidé à reprendre le contrôle de la situation: le 11 mai la manifestation pacifique est attaquée à coups de revolvers par les nervis gouvernementaux des Comités de Défense de la Révolution: le bilan officiel est de 5 morts et 47 blessés. Une manifestation de protestation convoquée le lendemain est empêchée par la police, qui n'autorise qu'une réunion publique d'une demi-heure - ce qui est accepté par les dirigeants syndicaux «pour éviter des affrontements».

A partir de ce moment les événements prennent un tour plus politique. Les partis d'opposition prennent le devant de la scène; les syndicats ayant renoncé à manifester à Accra, une grande manifestation a lieu avec le soutien de l'opposition à Kumasi sur le mot d'ordre de suppression de la TVA; la police serait intervenue. Le vice-président démissionne le 26 avril en signe de protestation contre la politique du Gouvernement qui ne propose qu'une réduction du taux de TVA. Rawlings se paye même le luxe de prononcer un discours lors d'une réunion de l'Organisation de l'Unité des Syndicats Africains (dont le siège est à Accra) où il reconnaît «la réalité de la souffrance des travailleurs» et admet que le salai-

(Suite en page 8)

IL COMUNISTA (Bimestriale) No 45 - Aprile 1995

-Centro-destra, centro-sinistra, espressioni del «fascismo democratico» caratteristico della nostra epoca
-Come il collaborazionismo sindacale chiama i proletari a lottare per le esigenze del capital
-Quale futuro per la classe operaia?
-Materiali sul bilancio politico delle crisi interne di partito
-Lotte operaie nel mondo: India, Indonesia e Corea del sud
-Punti sulla lotta immediata sugli organismi proletari indipendenti
-La Turchia su di un vulcano
-Il sisma di Kobe, una catastrofe naturale aggravata dal capitalismo
-Cecenia: imperialismo russo fuori dal Caucaso!

NOUVELLES DES LUTTES OUVRIERES

(Suite de la page 7)

re moyen ne peut suffire qu'à payer la moitié des charges mensuelles d'un travailleur; mais c'est pour ajouter: «Je le sais et je le déplore. Mais que pouvons nous y faire?».

Ce genre de déclarations n'arrive pas, on s'en doute, à satisfaire ceux qui souffrent et finalement le gouvernement est contraint à annoncer le 6 juin la suppression de la TVA. Ce recul gouvernemental sous la pression de la rue est sans aucun doute une première victoire de la mobilisation des travailleurs qui ont pu constater dans les faits que la lutte paye; elle est cependant encore assez loin des revendications initiales qui portaient sur les augmentations de salaires: le «soutien» de l'opposition et la direction de la lutte par des syndicats «responsables» a abouti en réalité à l'escamotage de ces revendications: sans indépendance de classe les luttes même les plus puissantes perdent leur efficacité. Voilà également une leçon à retenir pour les luttes futures au Ghana et ailleurs...

BOLIVIE

La Bolivie a été secouée par d'importantes manifestations et grèves depuis le début de cette année. Le gouvernement avait décidé une augmentation du salaire minimum de 6,5%, puis il accorda en fin de compte une augmentation de 7,5%, ce qui portait le salaire minimum à 200 bolivianos (environ 300 FF). Le syndicat C.O.B. demandait, lui, de porter ce salaire minimum à 576 bol. La C.O.B. organisa donc des manifestations de protestation dès le mois de février pour revendiquer des augmentations de salaire et pour s'opposer à la politique de libéralisation économique suivie par le gouvernement: privatisation de nombreux secteurs (dont l'électricité, les télécoms, etc.), réforme de l'Education nationale, décentralisation administrative. A la façon du gouvernement britannique à l'époque de Thatcher, le gouvernement bolivien a également décidé de réduire la force du syndicat qui constitue malgré tout une entrave à sa politique d'ultra-libéralisme: la bourgeoisie n'hésite jamais à taper sur ses valets réformistes lorsqu'ils deviennent gênants. Les autorités avaient ainsi décidé notamment de supprimer le paiement obligatoire de cotisations syndicales par les enseignants: ces cotisations constituent la principale ressource financière de l'appareil de la C.O.B. depuis la privatisation des mines et la fermeture de beaucoup d'entre elles, et il n'est pas évident que, s'ils avaient le choix, beaucoup de salariés de l'Enseignement continueraient à remplir les caisses de la C.O.B....

Menacée au coeur, la bureaucratie syndicale était donc contrainte de riposter et d'organiser la lutte de résistance. Mais les bonzes l'organisèrent à leur façon, c'est-à-dire de la manière la plus inefficace possible, et en faisant tout ce qui était possible pour éviter un affrontement réel avec le gouvernement: luttes isolées secteur par secteur et villes par villes, manifestations et marches pacifiques, etc. A chaque provocation ou répression des Autorités les bonzes syndicaux battaient en retraite, ce qui affaiblissait évidem-

ment les actions des travailleurs et modifiait le rapport de forces en faveur du gouvernement. Le 14 mars les enseignants déclenchaient une grève illimitée. Fin mars les autorités répondirent aux marches pacifiques des enseignants par la répression policière, l'arrestation de militants, l'interdiction des manifestations à La Paz (la capitale) après que des enseignants grévistes se soient affrontés avec les policiers et ait mis le feu à un poste de police. Le 27 mars la C.O.B. était conquis par les bonzes qui, tout en parlant de déclencher des grèves de protestation, se gardèrent bien de faire concrètement quoi que ce soit.

C'est dans cette situation que commencèrent des négociations entre le gouvernement et la C.O.B., après une médiation de l'Eglise. Mais le 19 avril le gouvernement décréta l'état de siège et arrêta les dirigeants de la C.O.B. Des centaines de syndicalistes et militants furent dispersés dans les prisons de tout le pays. De l'autre côté une «direction clandestine» de la C.O.B. fut mise sur pied autour des dirigeants qui avaient échappé à la rafle. Le principal souci de cette direction clandestine ne fut pas d'organiser des actions de riposte et de lutte prolétarienne, mais de reprendre le dialogue avec le gouvernement.

La grève des enseignants continuait en dépit de l'état de siège, mais les mouvements et grèves dans les autres secteurs disparurent. Les négociations reprirent, tant avec la «direction clandestine» qu'avec les dirigeants

syndicaux emprisonnés et le gouvernement obtint enfin la capitulation complète: arrêt de la grève des enseignants et accord du syndicat à la réforme, contre la libération des syndicalistes. L'état de siège n'est cependant pas encore levé et 4 syndicalistes restent encore sous le coup d'une inculpation qui peut leur valoir une condamnation à une dizaine d'années de prison: la bourgeoisie attend encore de voir si elle a vraiment gagné avant de baisser la garde.

Il y a une leçon fondamentale à tirer des événements boliviens: pour se défendre et pour défendre leurs intérêts ils ne peuvent en aucune façon faire confiance aux appareils réformistes; même lorsque ceux-ci sont eux-mêmes attaqués et rudoyés par la bourgeoisie, ils ne peuvent jamais être autre chose que les organisateurs des défaites ouvrières.

Moulinex Quelques leçons d'une grève

Du 12 juin au 19 juin dernier a eu lieu une grève dans une grande partie des usines de Moulinex en région Normande, à Cormelles, Carpiquet, Mondeville, Bayeux, Saint-Lô, Alençon, Argenton, Mayenne, Villaines-la-Juhel. Cette grève a été suivie dans les différentes usines de manière variable, allant d'un engagement total dans certains cas à de simples débrayages dans d'autres (1). Les enseignements de cette lutte, qui s'est soldée par un échec sur le plan des revendications avancées initialement par les ouvriers et ouvrières, sont importants à tirer, discuter et diffuser.

Si Moulinex a connu des périodes fastes dans son histoire, les affaires se sont très vite gâtées face à la concurrence mondiale dans le domaine de l'électro-ménager, poussant les banques à mettre en place il y a deux ans une nouvelle direction énergique. Au niveau du groupe cette nouvelle direction a mis tout de suite en place un programme de 1500 suppression d'emploi, le blocage immédiat des salaires, le recours croissant aux intérimaires et une action brutale pour augmenter les rythmes et la productivité de travail (parmi les mesures avancées figure notamment le travail de nuit pour les femmes).

Pour les travailleurs cela signifie que depuis deux ans les salaires n'ont pas reçu la moindre augmentation ni le moindre réajustement au coût de la vie et que les conditions de travail se sont détériorées à grande vitesse. Face au mécontentement grandissant des travailleurs, la direction n'avait rien inventé de mieux que d'élaborer un accord salarial, signé le 7 juin par les différentes parties, dans lequel elle «accordait» 1,7% d'augmentation sur les salaires pour 1995 et 2% pour 1996, mais en y mettant comme condition que «le Groupe soit bénéficiaire» pour l'exercice 1996-1997. Mais en parallèle et sans attendre d'avoir le résultat de son exercice, elle augmentait l'encadrement de 4500 francs, chose compréhensible du point de vue patronal car pour renforcer la motivation des chefs chargés d'augmenter la productivité des travailleurs, il faut bien leur graisser la patte.

Dans de telles conditions, tout était réuni pour que surgisse une réaction ouvrière. Les travailleurs de Moulinex n'ont accepté ni l'accord salarial honteux du 7 juin ni de continuer de se taire

et supporter en silence la dégradation de leurs conditions de vie et de travail.

Le lundi 12 a donc commencé le mouvement de grève. Les ouvriers et ouvrières ont bloqué les portes des usines en organisant des piquets permanents la journée et la nuit, bloquant ainsi le transport des marchandises. Du côté des syndicats, le train a été pris en marche immédiatement par la bonzerie syndicale, dont une partie au moins était signataire de l'accord honteux du 7 juin. La direction qui sait sans doute qu'elle peut compter sur la compréhension de nombreux officiels des syndicats, a immédiatement repris des discussions le lundi même, sachant qu'ainsi elle pouvait canaliser rapidement le mouvement de lutte vers la voie pacifique de la négociation. Le 12 juin, elle proposait donc «2000 francs minimum pour tous (pour l'année-NdIR) soit pour 2,3 % d'augmentation garantie pour les plus basses rémunérations» (2).

Les syndicats y ont tous été de leur propre chanson, contribuant ainsi à ne pas unifier les travailleurs sur le plan revendicatif; la CGT, par exemple, toujours à la pointe du radicalisme verbal, réclamait 1000 francs d'augmentation tandis que FO se contentait de 500. Bien sûr 1000 francs ou 1500 même aurait été la juste revendication, mais ce qui est le plus dramatique dans cette grève c'est que les travailleurs n'aient pas été en mesure de formuler des revendications claires et unies dès le début. C'est bien souvent une caractéristique des mouvements spontanés que de démarrer sans avoir encore une autre motivation que le simple refus des grévistes sur la proposition et conditions qui leur sont faites. Cela ne gêne en rien le mouvement à la condition qu'immédiatement les travailleurs par le biais de leur comité de grève - le seul organe réellement capable de diriger une lutte et de déjouer les manoeuvres des directions syndicales vendues - définissent de manière unitaire leurs objectifs revendicatifs, que chaque prolétaire en lutte se les approprie et en fasse son credo inébranlable.

Voilà bien pourquoi patrons et directions syndicales se sont précipités à la table de négociation dressée par la direction le mercredi 14 juin pour discuter des propositions patronales. Mais le mouvement prenant de l'ampleur il n'a pas été trouvé un accord avant di-

manche 18 juin et le lundi 19, dernier jour de lutte les jeux étaient faits. Un protocole d'accord était signé entre direction, la CGC, la CFTC et FO. La CFDT et la CGT n'ont pas signé cet accord, se maintenant dans leur image de «radicaux». Par rapport aux propositions du 12 (2000 francs d'augmentation pour toute l'année à venir), refusée par les grévistes, quelques brouilles sont venues se rajouter pour mieux faire passer la pilule, tel qu'une prime de 300 francs en juillet 95, une augmentation de 1% des primes d'ancienneté et de 2% pour les primes d'équipe.

De ce résultat les travailleurs ne sont pas satisfaits, après leur lutte ils ont la certitude de s'être fait rouler, et ont certainement bien compris que l'on ne peut pas compter sur toute cette racaille de bureaucrates syndicaux qui n'ont comme objectif que d'étouffer les luttes ouvrières, de les cantonner et isoler leurs luttes.

La grève des travailleurs de Moulinex a encore une fois montré que les prolétaires en lutte ne peuvent résister à la pression patronale et aux trahisons de toute la bonzerie qu'à la condition de s'organiser en toute indépendance sur un terrain classiste, de s'approprier l'arme de la grève sans préavis ni limitation de durée, en évitant les pièges constitués par les grèves tournantes, perlées, etc, qui sous prétexte d'économiser l'énergie des travailleurs sapent la force de la grève, d'unifier tous les ouvriers en lutte sur une base revendicative unitaire et claire, d'assurer dans toute la mesure du possible l'extension de la lutte et d'organiser une réelle solidarité de classe hors des murs de l'usine (3).

(1) Selon FO il y aurait eu 3500 grévistes, selon d'autres sources la participation était de 70% au début de la grève et de 90% en fin de semaine.

(2) Selon tract «Flash d'information» distribué par la direction le lundi 19 juin.

(3) A ce propos, rapportons à quel niveau la CGT et FO situaient, à Mayenne, la construction d'un mouvement de solidarité: en demandant cette solidarité «à tous les Mayennais tant auprès des banques, des commerçants et des particuliers»!